

Souveraineté La Solution inc.



Jean-Paul Perreault
Président Impérial français
Recherche et communications

L'Université Laval écrase le Français! Première conférence internationale sur l'Internet physique

du 27 au 30 octobre 2013, ville de Québec. La plus vieille université française d'Amérique, l'Université Laval, écrase une autre fois sa mission, la langue française, la francophonie et la diversité culturelle mondiale, et ce, lors d'une conférence internationale sur l'Internet physique qui se tiendra dans la plus ancienne ville française d'Amérique, la ville de Québec, la capitale nationale du Québec : « This international event will be held on October 27-30, 2013, in Québec City, Canada.

The académie host of the conférence is Université Laval. » À « l'appel à communications (anglais seulement) » de l'Université Laval, l'exclusion, le mépris et la banalisation du français sont clairement affichés : « Tous les articles et posters doivent être rédigés en anglais pour fin de visibilité internationale »! « Written in English, all papers will be published in the conference proceedings, widely disseminated on the Physical Internet web site and interactively presented in a poster session during the conférence. »

Puisque plusieurs organisateurs sont de l'Université Laval, nous aurions été en droit de voir le français y occuper une place prépondérante. Mais non! Révoltant de constater que pour ces «organisateur» de la pensée unique, le mot « international » veuille dire en «anglais seulement »! Et dire que ces « penseurs » sont payés par nos impôts pour nous exclure, nous inférioriser!



Suggestions de moments opportuns

53. Que le fédéral neutralise ou rende caduque une loi québécoise d'un gouvernement souverainiste, qui rendrait obligatoire qu'un enfant, qui est né dans une famille où un des deux parents a fait son école en partie ou en totalité en français, qu'il soit admis à l'école française.

55. Que le fédéral abolisse une loi québécoise, stipulant qu'un étudiant n'ait pas le droit de changer d'école française vers anglaise ou autre en sol québécois..

56. Que le fédéral abolisse une loi québécoise, sur l'éducation publique qui se lirait comme suit: advenant qu'une femme ou une fille donne naissance, et que le certificat de naissance de l'enfant est inscrit père inconnu, cet enfant est obligé d'aller à l'école francophone.